

6

JUILLET • AOÛT • SEPTEMBRE 2019



BP-PP | B-02307  
BELGIE(N)  
BELGIQUE

Bureau de dépôt : Bruxelles X.  
N° d'agrégation : P201042  
Adresse de l'expéditeur :  
Rue Coenraets, 68  
1060 Bruxelles

# SOLSCOOP



INTERVIEW  
« L'INTERNATIONALISATION  
DE LA LUTTE EST LE CHEMIN ! »  
FOCUS  
L'ÉDUCATION SEXUELLE AU  
SERVICE DES DROITS DES  
FEMMES

- B R È V E S**
- UNE RENCONTRE SYNDICALE À CUBA
  - FESTIVITÉS SOLIDAIRES À LA CITADELLE DE NAMUR
  - SOLSOCKS. SOLIDAIRES JUSQU' AU BOUT DES ORTEILS





Au Burundi, notre partenaire ADISCO accompagne les ménages pour améliorer leurs exploitations agricoles - Mission de suivi, juillet 2019



**SOLSOC** est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement durable dans les pays du Sud. Elle est aussi l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc interpelle les décideur·euse·s belges et européen·ne·s afin de relayer les revendications de ses partenaires. Un travail d'information et de mobilisation du public est également mené avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

Rue Coenraets, 68 -  
1060 Bruxelles  
Tel : +32 (0)2 505 40 70  
Email : info@solsoc.be  
CCP : BE42 0000 0000 5454

facebook.com/SolsocASBL  
twitter.com/Solsoc

Présidente : Delphine HOUBA • Vice-présidents : François MARLIER, Jean-François RAMQUET • Secrétaire : Marie-Caroline COLLARD • Administrateurs : Brahim BENHADDOU, Jacques BOURGAUX, Dominic BRUMAGNE, Sébastien CHOQUET, Etienne GODIN, Gwenaëlle GROVONIUS, Martini HAGIEFSTRATIOU, Gabrielle JOTTRAND, Rafaël LAMAS, Philippe VAN MUYLDER, Olga ZRIHEN-ZAARI

Imprimerie : Nuance 4 s.a. www.nuance4.be • Graphisme : www.dirk.studio  
Adresse de l'expéditeur : Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles  
n°6 Juillet - Août - Septembre 2019



Solsoc est membre de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (AERF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.



## ► ÉDITO

# MAROC: RENFORÇONS LES CAPACITÉS DES JEUNES !

Majoritaire au Maroc, la jeunesse est à l'écart des structures, considérées comme inadaptées à ses besoins et préoccupations. Exclue des cercles de décision, elle se détourne des formes classiques d'engagement politique pour investir les réseaux sociaux.

**Le taux d'inactivité des 15-29 ans frise les 60 % - les jeunes femmes étant beaucoup plus touchées que les jeunes hommes. Le secteur de l'éducation fait face à d'importants enjeux relatifs à l'adéquation des savoirs enseignés et à l'encadrement, laissant la part belle aux initiatives du secteur privé qui ne profitent qu'à une minorité privilégiée.**

**Pour Solsoc, ces jeunes sont des citoyen·ne·s qui méritent toute leur place dans la société. C'est pourquoi, dans le cadre plus large de son programme au Maroc, Solsoc et son partenaire AJR accompagnent des dynamiques de jeunes progressistes des quartiers populaires de Casablanca. AJR s'investit avec leurs associations dans des forums sociaux, participe aux espaces de débat de la société civile et aux instances de dialogue avec les pouvoirs publics sur des thèmes comme l'accès à un travail décent et à la protection sociale.**

**Il faut renforcer les capacités des jeunes Marocain·e·s, leur donner accès à un travail décent et à l'autonomie, notamment par des initiatives d'économie sociale et solidaire, pour qu'ils-elles puissent participer pleinement à la vie de leur pays.**

Delphine Houbas, Présidente

## ► INTERVIEW

# "L'INTERNATIONALISATION DE LA LUTTE EST LE CHEMIN !"

**Juan Carlos Galvis** (voir photo de couverture) travaille pour la filiale colombienne du numéro un mondial des boissons: la fameuse Coca-Cola. Menacé à plusieurs reprises et témoin d'une violence antisyndicale sans précédent envers ses collègues, il devient dirigeant syndical de Sinaltrainal, partenaire de Solsoc et la FGTB Horval. En juin 2019, il accompagne la délégation de Solidar à la 108<sup>e</sup> conférence de l'Organisation internationale du Travail (OIT). - L'heure des 100 ans de l'institution, il nous livre ses impressions sur cette première expérience.

« En Colombie, la situation des travailleur·euse·s est dramatique. L'histoire de la lutte pour leurs droits au sein de l'entreprise Coca-Cola en témoigne. En effet, depuis les années 90, plusieurs collègues ont été licenciés, menacés, voire assassinés pour le simple fait de défendre leurs droits. Plusieurs dénonciations ont été faites, souvent en vain. L'impunité envers les personnes et entreprises qui commettent ces actes de violence reste parmi les principaux problèmes. Les contrats des travailleur·euse·s sont de plus en plus précaires, le phénomène de sous-traitance a atteint un seuil critique se dressant contre les tentatives d'organisation des travailleur·euse·s.

Et pourtant, l'État colombien est membre de l'OIT. Par ce fait, il ratifie des Conventions qui permettent de développer l'exercice de l'activité syndicale. Or en Colombie, la liberté syndicale n'existe pas ! L'OIT se convertit dès lors en un espace de dénonciation de l'État. Pour Sinaltrainal c'est particulièrement important de participer à ce genre de forums afin de pointer du doigt la situation insoutenable qui est la nôtre. Les délégations des travailleur·euse·s victimes des répressions politiques de l'État sont là pour contrebalancer les discours des autorités qui prétendent que la situation n'est pas si mauvaise en Colombie. Notre objectif est de porter la voix des travailleur·euse·s auprès de ces instances, car les centrales ne remplissent pas toujours ce rôle. Mais notre participation est également un moyen de soutenir les initiatives du mouvement ouvrier organisé au niveau international et œuvrant en faveur de tou·te·s les travailleur·euse·s.

Ce qui m'a le plus surpris lors de cette semaine à Genève, c'est le lobby du gouvernement colombien. Lors d'un débat sur la liberté syndicale, Alberto Echeverria Saldarriaga, Vice-président des affaires juridiques et sociales de l'Organisation Nationale des Entrepreneurs de Colombie (ANDI) a affirmé que les travailleur·euse·s doivent arrêter de faire grève, de penser à la redistribution des richesses et doivent se mettre à produire plus. Il insinue donc qu'il faut exploiter la main-d'œuvre pour produire davantage et continuer à concentrer les richesses. Quel cynisme... Le manque d'indépendance des entrepreneurs face au gouvernement est flagrante !

Après cette mission, notre esprit de lutte est réconforté. Nous nous rendons compte qu'il y a des espaces qui permettent de faire connaître notre combat, de rencontrer des travailleur·euse·s des quatre coins du monde, de découvrir leurs luttes et de s'en inspirer. Savoir qu'on peut compter sur la solidarité internationale qui a un rôle vital pour maintenir la lutte dans notre pays est fondamental ! Ces expériences ravivent l'envie de continuer malgré les difficultés et de motiver les collègues de retour au pays en leur rappelant qu'un autre monde est possible et que... l'internationalisation de la lutte en est le chemin ! »

Pour plus d'infos sur les deux semaines de nos partenaires en Belgique et à Genève : [www.solsoc.be/mission-OIT](http://www.solsoc.be/mission-OIT)

## L'ÉDUCATION SEXUELLE AU SERVICE DES DROITS DES FEMMES

La croissance démographique est un enjeu pressant au Burkina Faso, qui compte l'un des taux de fertilité les plus élevés au monde. Malgré les progrès, l'action de la société civile et la volonté du gouvernement de faire bouger les lignes, les droits des femmes à disposer de leur corps sont loin d'être acquis. Les femmes ont difficilement accès à des informations de qualité sur l'éducation à la vie sexuelle, relationnelle et affective.

### Des inégalités criantes en matière d'éducation

Au niveau régional, le système éducatif burkinabé connaît des disparités sur le plan économique, dans le domaine de l'éducation, et en matière d'égalité femmes-hommes.

En ce qui concerne l'éducation, le taux d'alphabétisation dans les zones urbaines est de 63% contre 19% en milieu rural<sup>1</sup>. Par ailleurs, 43 % d'hommes sont alphabétisés contre 20% de femmes. Des inégalités criantes sont aussi constatées entre l'enseignement primaire et secondaire. En effet, malgré un taux de scolarisation à l'école primaire qui est passé de 78% en 2011 à 86% en 2016<sup>2</sup>, il y a encore peu d'écoles secondaires dans les zones rurales. En dépit de ce manque d'infrastructures, les familles hésitent à envoyer leurs filles dans les zones urbaines pour étudier et n'en ont pas forcément les moyens financiers.

La pauvreté des familles constitue un obstacle à l'accès optimal à une éducation pour les filles. Cela, au même titre que l'inégale répartition des tâches ménagères entre les deux genres, les mariages forcés, les grossesses précoces et non désirées. Selon l'Unicef, une fille burkinabé sur deux est forcée à se marier avant ses 18 ans et une sur dix avant ses 15 ans.

La question de la sécurité constitue aussi

un facteur aggravant qui éloigne les filles du chemin de l'école. Les conflits, l'insécurité et le climat de peur qui règnent dans la zone du Sahel forcent les populations à se déplacer et donc à retirer leurs enfants du système scolaire.

### Les femmes négligées par le système de santé

L'éducation à la santé sexuelle et reproductive est principalement organisée dans les centres de santé. Dans ce domaine également, ce sont surtout les femmes qui rencontrent le plus d'obstacles pour bénéficier d'informations qui renforceraient leur droit à disposer de leur corps. Elles doivent le plus souvent obtenir l'accord de leur conjoint pour accéder aux services de santé et aux méthodes contraceptives modernes. Il n'y a que 22% des femmes âgées de 15 à 49 ans qui utilisent une méthode contraceptive. Souvent sous la tutelle de leur mari, les femmes n'ont qu'un faible pouvoir économique et donc un accès réduit aux moyens contraceptifs qui coûtent cher. En milieu rural, l'éloignement des services sanitaires et d'éducation à la santé a un impact direct sur la fréquentation des femmes aux consultations prénatales et pour les accouchements. Il faut souligner ici que le taux de mortalité maternelle est l'un des plus élevés au monde; les décès en couches sont la deuxième cause de mortalité des filles de 15 à 19 ans.

### S'appuyer sur la volonté politique pour obtenir des améliorations concrètes

ASMADE (Association Songui Manégré/Aide au Développement Endogène), partenaire burkinabé de Solsoc, lutte contre la pauvreté et fait la promotion des droits sociaux au Burkina Faso. Près de 25 ans après sa création, l'association touche directement ou indirectement plus de 2 millions de personnes

dans les secteurs de l'éducation, la santé, la formation et l'emploi.<sup>3</sup>

Selon Caroline Tapsoba, cheffe de département de projets et programmes chez ASMADE, l'État s'est engagé depuis le 1er juin 2019 à fournir des services de planning familial gratuits, notamment des contraceptifs et des consultations médicales. Mais cette décision doit être soutenue par une large campagne de sensibilisation au niveau national. Cette nécessité a conduit ASMADE à accentuer ses actions d'information, d'éducation pour un changement de comportement et de mobilisation sociale afin qu'en 2020 le taux de prévalence contraceptive atteigne 32%. Les programmes d'éducation en santé sexuelle et reproductive mis en place dans ce cadre sont essentiellement suivis par des adolescentes.

Au Burkina, la promotion des droits de la santé sexuelle et reproductive trouve son origine dans la volonté des acteurs étatiques et de la société civile. Des initiatives sont ainsi lancées et soutenues afin que toutes les femmes, en particulier celles qui sont dans le besoin, puissent avoir un accès gratuit aux méthodes contraceptives. ASMADE attache aussi une importance particulière au suivi des engagements pris par les décideurs politiques, au travers d'actions de plaidoyer.

L'éducation en santé sexuelle et reproductive est certainement la voie qui permettra de surmonter les obstacles auxquels les filles et les femmes sont confrontées quotidiennement et ainsi construire progressivement une société plus égalitaire.

<sup>1</sup> Données de la Banque Mondiale 2015

<sup>2</sup> Données Unicef: [https://www.unicef.org/bfa/french/protection\\_12116.html](https://www.unicef.org/bfa/french/protection_12116.html)

<sup>3</sup> Site internet de l'ONG ASMADE: [ongasmade.org](http://ongasmade.org)



**L'ÉDUCATION À LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE EST PRINCIPALEMENT ORGANISÉE DANS LES CENTRES DE SANTÉ**

## ► BRÈVES

### UNE RENCONTRE SYNDICALE À CUBA

Du 8 au 12 juin, la FGTB Horval a organisé à Cuba un colloque international syndical. L'événement a réuni des syndicalistes des quatre coins du monde dont nos partenaires colombiens (ATI, Sinaltrainal, Ustiam, Sintracatorce) et boliviens (CGTFB, FSTGB, syndicat de la PILS).

Malgré les différences socio-économiques et politiques entre les pays, « les défis sont les mêmes; ils sont liés aux rapports de force entre la société civile et la sphère politique et économique, à l'égalité de genre et à la durabilité environnementale » explique Juliana Millán, directrice politique d'ATI. L'objectif du colloque: partager les expériences et s'inspirer des différentes luttes. Un accent particulier a été mis sur les pressions perçues par les syndicats du secteur des boissons et du sucre du fait des multinationales dont l'objectif est de produire plus au détriment des droits des travailleur-euse-s, mais également sur les nouveaux défis liés à la technologie tels que la mécanisation, qui représentent une menace pour les emplois. Le constat: « Une lutte commune contre le néolibéralisme qui impacte de manière négative les droits des travailleur-euse-s est nécessaire ! »



### NOS CHANTIERS DE L'ÉTÉ POUR UNE ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE BÉTONNÉE

Entre les mois de juin et de septembre, des missions de suivi spéciales ont eu lieu en Bolivie, au Burundi, au Maroc, en RD Congo et au Sénégal. L'objectif? Améliorer l'impact des projets que nous soutenons en matière d'économie sociale et solidaire. En quoi ces projets permettent-ils l'accès à de l'emploi décent et l'émancipation des femmes? Comment la connexion avec des mouvements sociaux renforce-t-elle les dynamiques? Pour répondre à ces questions, nous avons déjà organisé deux ateliers internationaux en 2019, l'un en RD Congo et l'autre en Colombie, rassemblant les organisations travaillant sur ces questions. Nous avons également mis sur pied un comité d'accompagnement composé d'experts chargés de nous aider dans cette optique de progression.

Les ateliers internationaux ont donné lieu à des échanges intéressants. L'idée a donc surgi de tenir des ateliers locaux avec l'appui des experts, où les partenaires pourraient réfléchir à des « chantiers pilotes d'amélioration » par rapport à leur propre situation et aux problèmes qu'ils rencontrent. Au Burundi, après avoir visité les coopératives accompagnées par ADISCO, les équipes d'ADISCO et de Solsoc animées par Jacques Bastin, consultant spécialisé en appui aux coopératives, ont tenté de décortiquer ce qui pouvait être amélioré dans le suivi et l'accompagnement fait par les deux organisations et ont formulé un « chantier » : deux coopératives vivrières verront l'accompagnement et les moyens s'intensifier d'ici à fin 2020 afin de tenter d'atteindre un certain seuil de performance qui permettra de les rendre plus durables et d'améliorer les conditions de vie de leurs membres.



### FESTIVITÉS SOLIDAIRES À LA CITADELLE DE NAMUR !

La 7<sup>e</sup> édition des Solidarités a eu lieu les 23, 24 et 25 août à la Citadelle de Namur. Organisé par Solidaris, le festival a réuni quelque 60.000 personnes et des personnalités de la chanson telles qu'Angèle et Charlie Winston.

C'est sous la tente de la FBTB Wallonne, aux côtés de ses partenaires de la Centrale Générale-FGTB, la FGTB Horval et PAC, que Solsoc a pris part aux Solidarités. La thématique de cette année: « Ensemble pour un Travail Décent! » L'évènement s'est ouvert sur un débat concernant la place des femmes dans les combats sociaux et écologiques. Solsoc a présenté l'exposition photo « Tierra de Lucha » sur les conditions de travail en Colombie, et proposé un jeu-concours autour d'un puzzle pédagogique. Le dernier jour, le public a pu profiter de la prestation dynamique du groupe colombien Patasola invitée par Solsoc.

Musique, soleil et solidarité, tous les ingrédients étaient réunis pour un festival réussi. Solsoc remercie toutes les festivalières venues découvrir notre exposition et bien évidemment, ses partenaires. À l'année prochaine !

## ► ACTION

# SOLIDAIRES JUSQU'AU BOUT DES ORTEILS !

Tes chaussettes t'arrivent pas à la cheville ? Tu défends de pied ferme la solidarité ? Alors, il est grand temps de passer aux Solsocks pour combiner confort des petons et solidarité active !

Solsocks ce sont des chaussettes aux superpouvoirs : non seulement, elles sont belles, confortables et résistantes, elles sont produites dans des conditions sociales et de travail décentes, mais en plus c'est tout bon pour les mutuelles de santé en Afrique: les acheter, c'est les soutenir concrètement.

En effet, pour chaque paire achetée, 3 euros sont versés au programme de création et de renforcement de mutuelles de santé en Afrique développé par Solsoc, avec le soutien de Solidaris et de ses régionales.



Acheter les Solsocks, c'est être solidaire jusqu'au bout des orteils !

Pour voir le catalogue avec les différents modèles et passer commande, rendez-

vous sur la page suivante : [www.solsoc.be/solsocks](http://www.solsoc.be/solsocks)

Infos: Patrick Abeels (02/505.40.70 – [pabeels@solsoc.be](mailto:pabeels@solsoc.be))

### UN STAGE CHEZ SOLSOC ?

Solidarité et engagement sont des mots qui vous parlent ? Vous pouvez les concrétiser en faisant un stage chez Solsoc !

Solsoc vous offre différentes opportunités : traduction/interprétariat, communication, récolte de fonds, secrétariat, comptabilité, appui au partenariat Sud,...

Essi Emefa (voir photo) a rejoint notre équipe pendant deux mois : « J'ai travaillé sur la refonte du site web, la gestion des différentes commandes, la mise à jour des outils papier. Ce stage m'a permis de mettre en pratique les connaissances théoriques acquises durant mon parcours universitaire. Appréciant ce beau secteur qu'est celui des ONG, il a parfaitement répondu à mes attentes. Deux cuillères à café de bonne humeur, un zeste d'humour, un soupçon d'arôme de gaieté dans un grand bol de travail, c'était la bonne potion pour un super stage ! »

Contactez-nous et comme Emefa, venez passer quelques semaines dans une ambiance sympa et pro, tout en mettant en pratique vos connaissances.

► PLUS D'INFOS : [www.solsoc.be/job-stages](http://www.solsoc.be/job-stages)



**LA MEILLEURE FAÇON D'ASSURER L'AVENIR,  
C'EST DE LE CONSTRUIRE ENSEMBLE.**



F.R.: P&V Assurances SCRL, Rue Royale 151 à 120 Bruxelles



LE GROUPE P&V EST UN GROUPE D'ASSURANCES COOPÉRATIF BELGE  
QUI S'ENGAGE POUR UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE ET DURABLE